4me Circonscription - SARLAT

ÉLECTIONS LÉGISLATIVES du 23 Novembre 1958

CANDIDAT SOCIALISTE POUR L'UNITÉ FRANÇAISE ET LA RÉPUBLIQUE

Aux Electeurs et aux Electrices de la Circonscription de Sarlat,

Il y a six semaines, vous vous prononciez à une énorme majorité, au référendum pour la constitution nouvelle présentée par DE GAULLE.

Dans quelques jours, vous aurez à désigner votre représentant à la première Assemblée Nationale issue de cette Constitution.

Votre geste de demain doit prolonger celui d'hier.

L'homme que vous élirez devra être pénétré des idées et des sentiments qui ont guidé votre décision le 28 Septembre ; il doit être animé comme vous de la volonté d'empêcher tout retour en arrière et, au contraire, d'aller de l'avant et de mener à son terme ce qui a été commencé.

Il doit en être ainsi pour que, selon vos justes aspirations et grâce à des institutions nouvelles et un esprit nouveau, l'unité française déchirée par trop de partis et de sectes — acharnés à se détruire — soit reconstruite dans un monde où sa disparition définitive équivaudrait à la perte de la France.

Il le faut, pour que grâce à des institutions nouvelles et un esprit nouveau, soit affermie la République qui déjà, sans doute, aurait disparu si DE GAULLE n'avait pas par sa venue, évité la guerre civile.

Certes, les partis politiques sont les fondements obligés de la démocratie : ils organisent l'opinion, lui permettent de discuter et de motiver ses avis. Et je suis fier d'appartenir à un Parti qui veut une politique sociale qui apporte la sécurité aux cultivateurs et favorise la prospérité économique et la paix civile. Ce Parti a su, de plus, obéir aux impératifs nationaux au point de prendre la lourde et courageuse responsabilité d'envoyer 400.000 hommes en Algérie et de résister à SUEZ à l'expansionnisme arabe soutenu par des pays qui savent aujourd'hui qu'ils ont eu tort alors.

Cependant, les Partis ne doivent pas empêcher le Gouvernement d'agir ni le Parlement de légiférer ; ils ne sauraient non plus substituer leurs avis à ceux du peuple.

Tout doit être remis en ordre et chacun à sa place.

Lorsque, de ce fait, la République et le pouvoir deviendront efficaces, les grands problèmes qui se posent à la France pourront être résolus. Au premier rang d'entre eux se place le drame algérien qui, depuis longtemps aurait dû prendre fin sans l'immixtion de l'étranger dans nos affaires et son soutien au F.L.N., l'un et l'autre rendus possibles par l'indécision et l'instabilité des gouvernements de la France. Sur le même plan, en ce qui concerne notre région, il faut placer le problème de l'insécurité paysanne et le drame de la disparition progressive de l'exploitation agricole familiale. Il y a tout à faire dans ce domaine :

- garantie des prix des produits agricoles encore soumis au gré malfaisant des spéculateurs et des accapareurs ;
- organisation des marchés ;
- orientation de la production pour lutter contre la concurrence de l'agriculture industrielle et des pays étrangers ;
- statut social de l'exploitation familiale ; égalité sociale entre les cultivateurs et les autres.

Sciences Po / fonds CEVIPOF

Parallèlement, il convient de ranimer l'économie de notre région où souffrent commerçants et artisans dont le chiffre d'affaires ne connaît que de très incertaines perspectives d'accroissement. Dans le cadre de l'aménagement du territoire et du développement du tourisme, un effort acharné est à entreprendre.

Qui peut croire que tout cela pourra se faire, si l'on veut sortir du stage des discours, sans institutions nouvelles et un gouvernement capable d'agir.

L'enjeu de ces élections est donc clair : réformer nos institutions, refaire la République, redonner confiance à la France, provoquer la renaissance qu'elle doit connaître grâce au travail de ses paysans, au courage de ses ouvriers et à l'intelligence de ses techniciens, de ses ingénieurs, de ses savants et de ses élites.

C'est parce que je suis profondément convaincu que c'est un devoir pour chacun de nous de participer à cette grande œuvre que je ne veux parler de rien d'autre et n'attaquer personne, ni aucun parti.

Je viens seulement vous dire qu'habitué à servir mon pays, je me permets de vous demander de me donner les moyens de continuer en suivant la voie que vous avez ouverte vous-mêmes, à la demande du Général DE GAULLE, le 28 Septembre dernier.

Vive l'Unité Française !

Vive la République !

Robert LACOSTE

Ancien Ministre - Député Sortant

Président du Conseil Général de la Dordogne

Maire d'Azerat

LE CANDIDAT SUPPLEANT :

Henri ROLAND

Membre de la Chambre d'Agriculture de la Dordogne,

Administrateur de la Caisse du Crédit Agricole,

Vice-Président de la Fédération Départementale des Planteurs de Tabac, Membre du Bureau National.

IMP. DU SARLADAIS - SARLAT